

Source : <http://www.alterecoplus.fr/dominique-meda-faut-repenser-progres/00012624>

Téléchargement 08 12 2016

Dominique Méda : « Il faut repenser le progrès »

Propos recueillis par [Céline Mouzon](#)

18/11/2016

Pour Dominique Méda, il faut « réussir à transformer la menace climatique en opportunité ».



Dominique Méda Sociologue (Paris Dauphine) et co-présidente du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR)

Le progrès est aujourd'hui réduit à la notion de croissance, à une dimension quantitative. Pour lui redonner un sens, il est impératif de réintroduire des éléments qualitatifs, estime la sociologue Dominique Méda.

Le progrès correspond à l'idée d'une possible amélioration de nos conditions de vie. Il faut garder cette idée mais la repenser. Car aujourd'hui, on assimile le progrès à l'augmentation des quantités produites et consommées, ce qu'on appelle la croissance. C'est une vision productiviste et quantitativiste qui s'incarne dans le produit intérieur brut (PIB).

L'idée que le progrès est lié à une amélioration remonte à Francis Bacon au début du XVII^e siècle. Bacon rompt avec une conception spatiale du progrès au profit d'une conception temporelle. Il voit dans la science et la connaissance des leviers puissants pour améliorer les conditions de vie.

Pendant deux siècles, le progrès est au centre des réflexions : le progrès des sciences doit aller de pair non seulement avec une amélioration des conditions de vie, mais aussi avec le progrès moral. Le XX^e siècle témoigne de l'échec de ce raisonnement. On garde néanmoins l'idée de progrès, alors rabattue sur la croissance au moment des Trente Glorieuses. C'est une réduction considérable de la notion.

Dans l'assimilation du progrès à la croissance, des éléments beaucoup plus difficiles à mesurer sont laissés de côté : la qualité des patrimoines naturels, la qualité de vie d'une collectivité, la civilité, c'est-à-dire le respect des règles de la vie en groupe, l'aptitude à la bienveillance, à la non-violence...

Pour repenser le progrès, il faut le décorréler de l'augmentation des quantités. La conception productiviste du progrès est aujourd'hui mise en défaut : l'augmentation des quantités produites

s'accompagne de dégradations environnementales, mais aussi sociales ; plus de croissance n'améliore pas la situation de tous les membres d'une société. Ce sont ces dimensions qualitatives qu'il faut réincorporer.

L'enjeu est de réussir à transformer la menace climatique en opportunité. D'une part, en renouant avec l'ambition du plein-emploi. Pas celui des Trente Glorieuses, auquel les femmes participaient encore peu, mais celui où chacun accède à une norme d'emploi plus courte.

Ce qui implique une réduction du temps de travail pour certains (et une augmentation pour d'autres). Pour réussir ce programme de RTT sans intensifier le travail, il faut aussi changer notre rapport au travail et faire en sorte, comme le dit l'économiste Jean Gadrey, que les gains de qualité et de durabilité concernent aussi le travail, en plus des biens et des services produits. Il faut réduire le temps de travail, travailler tous et travailler mieux en désintensifiant le travail.

Cette transformation est indissociable d'un nouveau type d'entreprise et d'exercice du pouvoir au sein des entreprises, qui passe par une place beaucoup plus grande laissée aux salariés dans le choix des méthodes de production et dans celui des biens et des services produits.

Tout ce qui permet de rompre avec l'idée que l'entreprise n'aurait qu'un seul objet – faire du profit – et avec l'inégalité du rapport de force entre actionnaires et salariés va dans le bon sens. Le lien n'est toutefois pas évident : une « gouvernance » plus égalitaire entraînera-t-elle nécessairement de meilleures méthodes de production et un meilleur choix des biens et des services produits ? Rien ne permet de l'affirmer.

Pour guider les politiques, les dispositifs comptables sont structurants. Le principal levier de changement consiste à se doter d'une comptabilité et d'indicateurs en rupture radicale avec le paradigme dominant¹, pour les politiques publiques et pour les entreprises. Ces indicateurs doivent notamment intégrer la répartition des revenus et la qualité du travail. Ils sont déjà intégrés dans l'indicateur de santé sociale que propose l'économiste Florence Jany-Catrice. Et, bien sûr, nous devons avoir un indicateur de la qualité du patrimoine naturel.

Je ne le crois pas. Comme l'expliquait André Gorz, organiser la décroissance dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, le monde capitaliste, donnerait des résultats catastrophiques. On ne peut donc pas simplement prôner la décroissance. Intégrer la qualité dans notre mesure du progrès permet de sortir de l'opposition entre croissance et décroissance.

Les « Journées de l'économie autrement »

Alternatives Economiques organise deux jours de débats, pour discuter des défis auxquels la société française est aujourd'hui confrontée et pour découvrir comment les acteurs de l'économie sociale et solidaire contribuent à y répondre. Les « Journées de l'économie autrement » se dérouleront à Dijon sur plusieurs sites, les 25 et 26 novembre 2016. Inscrivez-vous sur le site: <https://www.journeeseconomieautrement.fr/>

Avec notamment : Michel Aglietta, Claude Alphanéry, Patricia Andriot, Loïc Blondiaux, Laurent Berger, Dominique Bourg, Pascal Canfin, Denis Clerc, Jezabel Couppey-Soubeyran, Christine Demontès, Brigitte Dormont, Marie-Guite Dufay, Marie Duru-Bellat, Nicolas Duvoux, Benoit Hamon, Louis Gallois, Bernard Gazier, Laurent Grandguillaume, Florence Jany-Catrice, Odile

Kirchner, Jean-Philippe Magnen, Dominique Méda, Philippe Meirieu, Edgar Morin, Thierry Pech, Martine Pinville, Alain Régnier, Barbara Romagnan, Hugues Sibille, Patrick Viveret...

- [1.](#) La loi Sas sur les nouveaux indicateurs de richesse, adoptée en avril 2015, amorce ce mouvement, mais les indicateurs retenus ne remettent pas fondamentalement en cause le paradigme de la croissance.

[Céline Mouzon](#)